



RENCONTRE
AVEC L'Union pour la
Démocratie et pour la Paix en
Côte d'Ivoire
UDPCI
Le Mercredi Décembre 2009
A l'Hôtel PULLMAN-PLATEAU

DISCOURS DU PRESIDENT
DE LA CGECI

DISCOURS DU PRESIDENT DE LA CGECI

Rencontre avec l'UDPCI– 09 Décembre
2009

Monsieur le Président L'Union pour la Démocratie et pour la Paix en Côte d'Ivoire (UDPCI),

Mesdames et Messieurs les représentants des instances dirigeantes de l'UDPCI,

Mesdames et Messieurs les Vices présidents et membres du Conseil d'Administration de la CGECI,

Mesdames et Messieurs les Présidents, Directeurs Généraux des Groupements et Entreprises membres de la CGECI,

Messieurs les Présidents et Représentants des Chambres Consulaires,

**Mesdames et Messieurs les Représentants
des Institutions, Partenaires au
Développement,**

**Mesdames et Messieurs les Présidents,
Représentants des groupements,
fédérations et associations, partenaires de
la CGECI,**

**Messieurs les Secrétaires Généraux des
Centrales Syndicales,**

Mesdames et Messieurs de la Presse,

Honorables invités, Mesdames et Messieurs.

**Avant tout propos je voudrais vous prier
d'accepter les sincères excuses du Président
de la CGECI, Monsieur Jean Kacou DIAGOU
qui n'a pu être présent ce matin pour
présider en personne cette rencontre
comme il l'a fait pour les précédentes parce
qu'il a du partir précipitamment en mission**

**professionnelle à l'étranger. J'ai donc
l'honneur mais surtout la responsabilité de
tenter de le remplacer.**

Mesdames et Messieurs,

**Ce moment est important, il est même
historique pour le Patronat, comme nous
l'avions dit lors de notre première
rencontre. Car c'est pour la première fois
en période électorale, que nous prenons
l'initiative d'entendre les différents
candidats à l'élection présidentielle sur leur
projet pour la société Ivoirienne et tout
particulièrement sur leur vision du
développement du secteur privé.**

**Je voudrais au nom du Président de la
CGECI et en votre nom à tous, du secteur**

privé dans toutes ses composantes, traduire notre gratitude à **EL HADJ ABDALAH Albert TOIKEUSSE Mabri**, Président du L'Union pour la Démocratie et pour la Paix en Côte d'Ivoire, pour avoir accepté de répondre à notre invitation en ce mettant, ce matin face au patronnat.

Merci Monsieur le Président, pour l'honneur que vous nous faites en acceptant de vous livrer à cet exercice, après le Professeur Francis WODIE président du PIT, Mr Innocent Anaky Kobéna, président du MFA, et le Docteur Alassane Dramane OUATTARA président du RDR, qui je l'espère, sera profitable à tous.

Mesdames et Messieurs,

Vous me permettrez de me livrer au même exercice auquel s'est livré notre Président q devant nos trois précédents candidats en retraçant l'état de la Côte d'Ivoire d'aujourd'hui et en posant quelques questions au candidat **EL HADJ ABDALAH Albert TOIKEUSSE Mabri**.

En effet, **Monsieur Le Président**, un panorama rapide de l'histoire économique de notre pays, nous permet de dire qu'au-delà des avancées remarquables enregistrées pendant la période qualifiée de « miracle ivoirien » c'est-à-dire de 1960 à 1979, années durant lesquelles **notre PIB**

avait une croissance de 6 à 9%, le niveau de création de richesses est resté malheureusement en de ça du niveau qui aurait permis un décollage économique définitif comme la Corée du Sud qui avait le même niveau de développement que notre pays.

Après une embellie des années d'après la dévaluation, notre économie s'est même fortement dégradée pendant la période de crise que nous vivons encore aujourd'hui et que nous pouvons qualifier de « Décade perdue » pour l'économie Ivoirienne, dont le PIB a fortement chuté.

En effet, cette période est marquée par une détérioration vertigineuse des fondamentaux de l'économie et de la société ivoirienne.

Sur le plan économique, le moteur de création de richesses que constitue le secteur privé, ne fonctionne plus de façon optimale, dans un environnement sain.

Car, les entreprises n'ont plus la capacité d'absorber de nouveaux travailleurs alors que pendant ce temps, l'économie informelle prend des proportions inquiétantes.

Ainsi, l'appareil productif n'est plus suffisamment modernisé, et l'Etat n'investi

plus dans les infrastructures de base, en effet :

- *les investissements privés qui représentaient 15% du PIB en 1980 ne représentent plus que 7% du PIB en 2008*
- *les investissements publics qui représentaient 13% du PIB en 1979 ne représentent plus que 3% du PIB en 2008*

Plusieurs secteurs d'activité enregistrent des pertes de compétitivité importantes au niveau international. De toute évidence, cela est dû à une déstructuration institutionnelle des filières, qui est notamment passée par celles des structures d'appui et du cadre réglementaire, la baisse importante de

l'investissement ainsi que la dégradation du mode de gestion des activités.

On enregistre ainsi des pertes de parts de marché spectaculaires au niveau mondial pour :

- *L'ananas qui est passé d'une production de 213.000 tonnes en 1999 à 60.000 tonnes en 2008*
- *La mangue, de 10.000 tonnes en 1999 à 6.000 tonnes en 2008*
- *Le bois, de 5 millions de m3 en 1979 à moins de 1,500 millions de m3 en 2008*
- *Le café, passé de 380.000 tonnes en 2000 à 171.000 tonnes en 2007*
- *Le coton, de 161.000 tonnes en 2000 à 79.605 tonnes en 2007*
- *Le thon, de 100.000 tonnes en 2000 à 57 000 tonnes en 2007 et à moins de*

50.000 tonnes aujourd'hui obligeant les entreprises comme SCODI et PFCI à mettre en chômage technique 1500 travailleurs.

Même des bastions tels que le Cacao ont vu et voient toujours, leurs fondamentaux fortement entamés avec des vergers vieillissants et mal entretenus et une déstructuration complète des cellules d'encadrement de la filière ainsi que des baisses de la qualité du produit, surtout depuis le démantèlement de la filière café-cacao avec la dissolution de la grande Caisse de Stabilisation.

Sur le plan international, et vous le savez très certainement Monsieur le Président, en Cote d'Ivoire la perception de notre pays a atteint des niveaux particulièrement négatifs auprès des investisseurs.

Notre classement au « Doing Business 2010 » est de 168^e / 183 pays en recul de 5 points sur l'année précédente.

D'ailleurs, une rencontre entre la Banque Mondiale, le Gouvernement ivoirien et les opérateurs économiques en vue de rechercher les moyens pour l'amélioration de la position de la Côte d'Ivoire.

au World Economic Forum de 2010, notre rang est de 116^e / 133 pays

et pour le transparency international de 151^e / 180 pays

Ces classements sont suffisamment éloquents à cet égard de notre recul dans le concert des nations et de sa visibilité par les investisseurs...

Le plus dramatique pour la Côte d'Ivoire, aujourd'hui, est sans aucun doute le niveau catastrophique des indices de développement humain qui ressortent des statistiques des Nations Unies.

Pris globalement, la Côte d'Ivoire d'aujourd'hui affiche les performances, je devrais plutôt dire les contres performances suivantes :

- 49% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour**
- 14 personnes sur 100 souffrent de malnutrition.**
- Le taux de scolarisation net à l'école primaire passe de 75% en 1980 à 56% en 2008 contre 98% en Tunisie...nos pays présentaient les mêmes similitudes dans les années 60, 70.**
- Chaque instituteur a en charge au moins 42 enfants en moyenne contre**

18 en Tunisie, pour ne citer que ce pays. Nos établissements qui étaient des lieux d'excellence, de formation de la jeunesse et de préparation de l'avenir du pays, riment aujourd'hui avec violence, indiscipline et tricherie et.

Enfin, sur le plan du système de santé :

- Nous avons 1 médecin pour 10.000 habitants contre 13 en Tunisie.**
- Nous avons 4 lits d'hôpitaux pour 10.000 habitants contre 19 en Tunisie.**
- Et enfin, l'espérance de vie passe de 56 ans en 1980 à 45 ans en 2008 c'est à dire que vivre en CI nous expose à vivre de 20 à 30 ans moins longtemps que dans des pays qui avaient notre niveau de développement dans la**

période des indépendances. Ces forces vives disparaissent prématurément au moment où leur expérience acquise devait servir à la communauté, et au reste du monde...

Mesdames et Messieurs, C'est tout cela la Côte d'Ivoire d'aujourd'hui, la situation est grave, mais pas désespérée. En effet, malgré cette sévère crise, le Pays reste cependant debout, il est celui ayant le socle économique le plus diversifié, le parc d'infrastructures, même dégradées reste l'un des plus modernes dans l'UEMOA, voire dans la CEDEAO. Ce n'est certes pas un sujet de reluisant, mais tout n'est pas perdu pour autant.

Dans cette morosité, les entreprises, au prix de nombreux et importants sacrifices, résistent tant bien que mal à la bourrasque, mais pour combien de temps encore ?

Fort de ces atouts, et grâce à l'effort de tous et particulièrement du secteur privé, qui, en dépit du poids de plus en plus insupportable de la dette intérieure, contribue par ces impôts et taxes au fonctionnement de l'Etat, le pays a pu conclure avec les institutions de "BRETTON WOODS" un Programme Economique d'Urgence Post-Conflict (AUPC) en août 2007. Celui-ci a contribué à une relative amélioration de la situation économique entraînant pour l'année 2008

un taux de croissance de 2.3% contre 1,5% l'année précédente.

A partir des progrès enregistrés dans le cadre du Programme d'Urgence, le gouvernement a élaboré un programme économique et financier triennal pour la période 2009-2011, et visant :

- *à maintenir la stabilité macroéconomique,***
- *à stimuler la croissance et lutter contre la pauvreté par l'assainissement des finances publiques.***
- *à permettre, à terme, d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) en vue d'un allègement de la dette publique.***

Ce programme triennal, prend aussi en compte l'accélération des réformes structurelles et la création d'un cadre

institutionnel propice aux activités du secteur privé.

Par ailleurs, l'évolution significative enregistrée au niveau de nos instances communautaires, la signature future de l'Accord de Partenariat Economique (APE) entre l'union européenne et les pays de la région Afrique de l'Ouest, conjuguée avec les effets de la mondialisation, fait de la Côte d'Ivoire un espace économique ouvert, donc confronté à la concurrence internationale parfois exacerbée et à la pression de la mondialisation de l'économie internationale.

C'est dans ce contexte que les prochaines élections présidentielles, dont on ne connaît toujours pas la date, après le énième report, qui annoncent la sortie de crise de notre pays, constituent un enjeu essentiel pour le secteur privé.

Ce dernier qui, incontestablement sort meurtri de cette situation appelle de tous ses vœux, un environnement des affaires plus propice à la création d'emplois et de richesses, délivré de la corruption, la bureaucratie, le racket, et du "sans loi".

Le secteur privé qui a besoin, de sortir de la crise, mais aussi qui est prêt à relever les multiples défis de la mondialisation, fonde

beaucoup d'espoir dans la sortie de crise du pays, signe de la relance économique, et voudrait savoir ce que vous lui réservez dans votre programme pour son développement

C'est dans cette optique que, le Conseil d'Administration de la CGECI a souhaité organiser avec les autres organisations du secteur privé, les présentes rencontres avec les candidats à l'élection présidentielle.

La rencontre d'aujourd'hui, que je considère comme fraternelle nous permettra d'échanger avec vous, EL HADJ ABDALLAH Albert TOIKEUSSE Mabri, (membre du gouvernement qui avez en charge la gestion

du pays), de connaître et de comprendre vos positions sur les grandes questions nationales à court, moyen et long terme et plus précisément votre projet de société au plan économique et social.

Les crises économiques et sociopolitiques des 30 dernières années ont créé des fissures importantes dans notre système économique et les fondations de notre société.

Nous sommes aujourd'hui à un autre point d'inflexion important de l'évolution historique de notre pays et cela appelle un certain nombre d'interrogations qui sont nombreuses, que je vais vous égrener et qui

attendent des réponses de vous, Monsieur le Président.

- *Pouvons-nous enrayer cette dégradation des fondations de notre société ?*
- *Pouvons-nous réinventer notre modèle économique et changer fondamentalement la trajectoire de notre nation ?*
- *L'état ivoirien sera-t-il capable de se réinventer lui-même et d'orchestrer sa propre mutation de façon constructive et durable de concert avec le secteur privé et la société civile ?*
- *Le développement d'un pays n'étant possible que si la formation des hommes et spécialement des jeunes est réalisée de façon efficiente, quel est votre plan de réforme pour redonner à la Côte d'Ivoire une école d'excellence*

*ournée vers la formation de cet ivoirien nouveau pénétré de nos valeurs cardinales qui sont : **Union, Discipline, Travail** et non attirée par des valeurs étrangères à notre culture que : sont **la Division, le désordre et la Paresse** ?*

- *Quels mécanismes pour une meilleure gouvernance ? quelle organisation pour lutter efficacement et sans complaisance contre la corruption et le racket, ces gangrènes de l'économie, afin d'assurer une compétitivité forte de notre environnement des affaires et de nos entreprises **notamment les PME /PMI**, faites de dynamisme avec une vision forte, dans un Etat fort? etc.*
- *Enfin, quelle place réelle et non dans un souci électoraliste, l'Etat de la nouvelle Côte d'Ivoire compte réserver au secteur privé, et selon quels mécanismes concrets ?*

Voilà, Monsieur le Président les quelques interrogations qui pourraient constituer la trame et le menu de votre intervention.

Quant à vous chers amis invités, votre forte présence de ce matin est déjà un gage de succès de ce débat d'idées auquel, je suis sûr, que vous allez participer de façon active, constructive et surtout courtoise, et conviviale pour la promotion de notre économie et de nos affaires.

Mesdames Messieurs, bon petit déjeuner-débat.

Je vous remercie.